

Sommet de Copenhague : le secrétaire général de l'ONU appelle les dirigeants du monde à ne plus tergiverser

mardi 15 décembre 2009

Sommaire de cet article

- [Sommet de Copenhague : le secrétaire général de l'ONU appelle les dirigeants du monde à ne plus \(...\)](#)
- [Climat : L'ONU salue l'accord entre Européens sur une aide aux pays en développement](#)
- [Coup d'envoi du Sommet sur le changement climatique à Copenhague](#)
- [Climat : L'ONU espère toujours un traité fort à Copenhague après Barcelone](#)
- [Climat : L'ONU attend toujours des pays développés des objectifs ambitieux](#)
- [Négociations de Bangkok sur le climat : première semaine mitigée](#)
- [A Bangkok, poursuite des négociations sur le climat](#)
- [Près de 100 chefs d'Etats à l'ONU pour un sommet sur le changement climatique](#)
- [Une semaine centrée sur les changements climatiques](#)
- [Climat : le secrétaire général de l'ONU réclame un engagement des Etats à l'approche de \(...\)](#)
- [Des progrès limités lors des négociations de Bonn sur le changement climatique](#)
- [Climat : Un nouveau cycle de négociations à Bonn cherche à aboutir à un texte plus \(...\)](#)

Sommet de Copenhague : le secrétaire général de l'ONU appelle les dirigeants du monde à ne plus tergiverser

Communiqué de l'ONU, 14 décembre 2009

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé, lundi, les 115 dirigeants du monde qui se rendront en fin de semaine à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague à ne plus tergiverser et à conclure un accord pour arrêter le réchauffement du climat.

M. Ban, qui s'exprimait dans le cadre de sa conférence de presse mensuelle à New York avant de s'envoler pour la capitale danoise, a évoqué une « semaine critique ». « C'est maintenant le moment d'agir » alors que « rarement dans l'histoire, un choix n'a été aussi clair. Nous pouvons aller de l'avant vers un avenir de croissance verte qui soit supportable ou nous pouvons continuer de descendre la pente menant à la ruine ».

Le Secrétaire général a reconnu que l'on pouvait ou bien « agir dès maintenant ou laisser à nos enfants et petits-enfants une dette qui ne pourra jamais être remboursée. » Selon lui, il n'est plus temps de tergiverser, de prendre des poses ou d'adresser des reproches : « Chaque pays doit apporter sa contribution pour conclure un accord à Copenhague ». Il a indiqué que son appel s'adressait plus particulièrement aux négociateurs pour qu'ils redoublent d'efforts cette semaine.

Car, a-t-il mis en garde, « si on laisse aux dirigeants le soin de tout résoudre à la dernière minute, nous risquons d'avoir un accord faible – voire pas d'accord du tout. Et il s'agirait d'un échec aux conséquences potentiellement catastrophiques ».

Il a rappelé que des tentatives de faire dérailler le processus avaient eu lieu dernièrement, certains prétendant que la science n'avait pas d'avis tranché sur le changement climatique. « Ils ont tort. La science est claire et bien établie. Le changement climatique est avéré, nous en sommes la cause première, et c'est à nous – ici et maintenant – d'y faire face ».

« Certes, les négociations sont difficiles et complexes » mais « elles sont parmi les plus ambitieuses jamais entreprises par la communauté mondiale ». Alors que les gaz à effet de serre continuent d'augmenter, alors que les conséquences climatiques grimpent en flèche, « la nature ne négocie pas », a-t-il rappelé. A Copenhague, il faudra donc faire preuve d'« esprit de compromis et de bons sens ».

Si Copenhague n'est qu'un début, il doit néanmoins nous permettre d'anticiper les implications financières à moyen et long terme de la lutte contre le changement climatique : « Il est essentiel que nous quittions Copenhague avec une compréhension claire de la manière dont nous répondrons au défi financier jusqu'en 2020 ».

Ban Ki-moon, qui s'est toutefois dit « confiant » avant de prendre l'avion pour le Danemark, a annoncé par ailleurs qu'il nommerait mardi à Copenhague la Kenyane Wangari Maathai Messagère de la paix sur les questions du changement climatique. Mme Maathai, qui a reçu en 2004 le Prix Nobel de la paix, a une longue expérience en matière de préservation de l'environnement et de développement durable, a-t-il rappelé.

Les « Messagers de la paix » sont des personnes aux talents reconnus dans des domaines tels que les arts, la connaissance, la littérature, le sport ou le spectacle et qui sont chargées de contribuer à la prise de conscience des activités et des idéaux de l'ONU. Wangari Maathai rejoint notamment parmi les autres messagers de la paix le chef d'orchestre Daniel Barenboïm, les acteurs George Clooney et Michael Douglas, les écrivains Paulo Coelho et Elie Wiesel ou encore l'auteur compositeur interprète Stevie Wonder.

Climat : L'ONU salue l'accord entre Européens sur une aide aux pays en développement

Communiqué de l'ONU, 11 décembre 2009

Les Nations Unies ont salué vendredi l'accord conclu ce jour par les dirigeants de l'Union européenne pour fournir 7,2 milliards d'euros aux pays en développement au cours des trois prochaines années afin de les aider à lutter contre le changement climatique. Ce montant représente environ 30% de la somme totale de 30 milliards de dollars nécessaire pour aider en 2010, 2011 et 2012 les pays en développement à prendre des mesures immédiates destinées à affronter les conséquences du changement climatique et à planifier une croissance faible en émissions de carbone, a souligné le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU à New York.

Le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), Yvo de Boer, a estimé que cet engagement de l'Europe constituera « un énorme encouragement au processus » de négociations sur le climat qui se déroule actuellement à Copenhague jusqu'au 18 décembre. Il reste toutefois à voir ce que d'autres pays développés vont mettre sur la table, a-t-il ajouté.

Les négociations à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui ont commencé lundi dans la capitale danoise se sont poursuivies vendredi avec de nouveaux textes mis sur la table. Selon le CCNUCC, ces textes représentent une avancée significative dans les négociations. Toutefois, ils ne préjugent pas du résultat final.

Le segment de haut niveau de la Conférence va s'ouvrir la semaine prochaine. Quelque 115 dirigeants mondiaux sont attendus à ce sommet.

En attendant, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a lancé un « traqueur de promesses sur le climat » qui permettra aux gens à travers le monde de suivre en ligne les propositions et les plans des pays pour combattre le changement climatique. Le système compare toutes les promesses nationales faites jusqu'à maintenant avec l'objectif scientifique de maintenir l'augmentation de la température dans le monde sous les 2 degrés Celsius comparée aux niveaux préindustriels.

Le PNUE appelle également les parties à la CCNUCC à inclure le bâtiment comme un secteur spécifique dans un nouvel accord sur le climat. Dans un rapport publié vendredi, le PNUE souligne que le secteur de la construction est indispensable pour arriver à une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre.

Coup d'envoi du Sommet sur le changement climatique à Copenhague

Communiqué de l'ONU, 8 décembre 2009

Au deuxième jour de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique qui se tient à Copenhague jusqu'au 18 décembre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé mardi à New York que les discussions « progressaient relativement bien » et il s'est dit convaincu qu'avec « la souplesse et le sens du compromis » actuellement montré par les participants, les dirigeants du monde seraient « unis dans la conclusion d'un accord ».

M. Ban, qui s'exprimait devant la presse avant de participer à une réunion du Conseil de sécurité consacré à la paix et la sécurité en Afrique, a rappelé qu'il était important que les Etats membres réunis à Copenhague décident de soutenir financièrement les efforts que les pays en développement devront accomplir eux aussi dans la lutte contre le changement climatique. Il a rappelé qu'à court terme une première enveloppe de dix milliards de dollars sur trois ans à leur intention était d'ores et déjà pratiquement acquise.

« Nous allons continuer de négocier en ce qui concerne le long terme », a-t-il ajouté, se disant « encouragé et optimiste » sur la possibilité de parvenir à un accord. Celui-ci devra prévoir des recommandations concrètes, a-t-il noté, en termes de réductions des émissions de gaz à effet de serre et décider des mesures d'adaptation, financières et techniques à prendre pour faire face à la situation. Celles-ci devront pouvoir être appliquées immédiatement, a-t-il souligné.

Interrogé sur la publication dans la presse d'échanges de courriers électroniques entre scientifiques qui tendrait à mettre en doute la réalité du changement climatique, M. Ban a répondu qu'aucune donnée disponible ne permettait de remettre en cause ce phénomène. Pour lui, « il est clair que le changement climatique a lieu, qu'il se produit à un rythme plus rapide que ce que l'on pensait et que l'activité humaine en est responsable. »

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a rendu publiques mardi ses données les plus récentes qui indiquent que l'année 2009 se classerait parmi les dix années les plus chaudes depuis 1850, date du début des relevés. Des températures supérieures à la normale ont été relevées cette année un peu partout dans le monde, seule l'Amérique du Nord ayant connu des températures inférieures à la moyenne.

Ainsi, 2009 devrait être l'année la plus chaude de l'histoire dans de vastes régions d'Asie méridionale et d'Afrique centrale. Comme l'année précédente, 2009 a été plus chaude que la moyenne pour la période 1961-1990 dans toute l'Europe et au Moyen-Orient. Quant à la Chine, elle a connu sa troisième année la plus chaude depuis 1951, voire la plus chaude dans certaines régions.

M. Ban est attendu le 15 décembre à Copenhague où il doit retrouver 105 chefs d'Etat et de gouvernement dont le président des Etats-Unis, Barack Obama. Le Secrétaire général de l'ONU a affirmé que le temps de l'action était venu, le temps de « l'union dans l'action et les résultats ».

Les négociateurs ont jusqu'à la mi-décembre pour progresser dans la recherche d'un consensus sur la répartition des efforts à accomplir pour parvenir à une réduction des émissions de gaz à effets de serre. Ils passeront ensuite le relais aux ministres qui se retrouveront le 16 décembre dans la capitale danoise. Ceux-ci auront alors deux jours pour régler les questions en suspens avant la conclusion de la conférence par les chefs d'Etat et de gouvernement.

Le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC), Rajendra

Pachauri, avait prévenu lundi à l'ouverture du Sommet que la réponse à apporter au changement climatique coûterait « progressivement de plus en plus cher. Il faut donc que nous agissions maintenant ». Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), avait estimé à l'instar de Ban Ki-moon qu'il y avait une dynamique sans précédent pour arriver à un nouveau traité censé succéder au Protocole de Kyoto.

Selon le GIEC, pour empêcher les pires effets du changement climatique, les pays industrialisés doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 25 à 40% d'ici à 2020 comparé aux niveaux de 1990. Quant aux émissions mondiales, elles doivent être réduites de moitié d'ici à 2050.

Communiqués antérieurs

Climat : L'ONU espère toujours un traité fort à Copenhague après Barcelone

Communiqué de l'ONU, 6 novembre 2009

L'ONU espère toujours que les pays seront en mesure de conclure un traité fort sur la lutte contre le changement climatique à Copenhague en décembre, alors qu'une dernière séance de négociations s'est achevée vendredi à Barcelone.

« Copenhague peut et doit être un tournant dans la lutte internationale contre le changement climatique – je reste toujours confiant qu'on y arrivera », a déclaré Yvo de Boer, le secrétaire exécutif de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), lors d'une conférence de presse à Barcelone.

« Une combinaison forte d'engagement et de compromis peut et doit rendre cela possible », a-t-il ajouté.

A Copenhague, les gouvernements doivent se mettre d'accord sur un traité sur les réductions des émissions de gaz à effet de serre qui doit succéder au Protocole de Kyoto arrivant à expiration en 2012.

Plus de 4.500 participants de 181 pays ont participé à des négociations pendant cinq jours dans la ville espagnole. Des progrès ont été réalisés sur les questions de l'adaptation, la coopération technologique, la réduction des émissions dues à la déforestation dans les pays en développement et les mécanismes de versement de fonds pour les pays en développement.

Peu de progrès en revanche ont été faits sur les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre à moyen terme par les pays développés et sur le financement, selon un communiqué du CCNUCC. Ce sont deux questions clés qui permettraient aux pays en développement de limiter la croissance de leurs émissions et de s'adapter aux effets du changement climatique.

« Sans ces deux pièces du puzzle, nous n'aurons pas d'accord à Copenhague », a déclaré M. de Boer, pour qui « un leadership au plus haut niveau est nécessaire pour débloquer » la situation. « J'attends des pays industrialisés qu'ils relèvent leurs ambitions », a-t-il ajouté. « J'attends des pays industrialisés de la clarté concernant leur engagement en matière de financement à court et long terme ».

Selon lui, les pays développés auront besoin de fournir au moins 10 milliards de dollars pour permettre aux pays en développement de développer immédiatement des stratégies d'adaptation et de croissance à faibles émissions et de construire des capacités internes.

Climat : L'ONU attend toujours des pays développés des objectifs ambitieux

Communiqué de l'ONU, 8 octobre 2009

À la veille de la conclusion de deux semaines de négociations sur le climat à Bangkok, un responsable de l'ONU s'est dit satisfait de l'avancée sur la question de l'adaptation au changement climatique mais a estimé que l'on attendait toujours des annonces ambitieuses de la part des pays développés concernant les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le chef de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), Yvo de Boer, a affirmé jeudi que la session avait « fait de vrais progrès pour mettre en place l'architecture nécessaire pour faire de Copenhague un accord efficace sur le terrain », en référence au traité qui doit remplacer le Protocole de Kyoto en fixant de nouvelles restrictions à l'émission de gaz à effet de serre.

« Les pays en développement ont été très constructifs dans les progrès sur l'adaptation, la technologie, le renforcement des capacités et la réduction des émissions provenant de la déforestation », a-t-il dit.

« Il faut maintenant avancer sur les questions politiques clefs, notamment les pays développés doivent annoncer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ambitieux et fournir un financement significatif pour aider les pays en développement à accroître leurs efforts », a insisté Yvo de Boer.

Il a souligné que sans leadership sur ces deux questions de la part des dirigeants politiques le travail des négociateurs serait très difficile.

Cette session de deux semaines marquait la dernière ligne droite avant la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009. Il ne reste que quelques jours de négociations avant cette conférence, qui se tiendront à Barcelone.

Négociations de Bangkok sur le climat : première semaine mitigée

Communiqué de l'ONU, 2 octobre 2009

La première semaine de négociations sur le climat qui se tient à Bangkok (Thaïlande) a marqué des progrès dans la rédaction du texte pour la [Conférence sur les changements climatiques de Copenhague](#) de décembre 2009 mais s'est révélée décevante tant sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre que sur le financement. Ces pourparlers organisés du 28 septembre jusqu'au 9 octobre sont la dernière ligne droite avant Copenhague, hormis une session qui doit se tenir à Barcelone au mois de novembre. Ils accueillent 4.000 participants, dont des représentants de 177 pays, du monde des affaires et de l'industrie, des organisations environnementales et des institutions de recherche.

Le directeur exécutif de la [Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques](#) Yvo de Boer s'est dit encouragé par les progrès accomplis pour rédiger un projet de traité efficace dans des domaines clef. Il a souligné les progrès réalisés sur l'adaptation, le transfert de technologie et le renforcement des capacités pour gérer les projets sur le climat dans les pays en développement. « Il est aussi très positif de voir que les négociateurs se sont mis enfin à dégraisser le texte » qui contenait de nombreuses dispositions temporaires entre crochets.

Mais M. de Boer a prévenu que les progrès dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre par les pays industrialisés restaient décevants, de même que les progrès sur le financement. Le président du groupe de travail sur le [Protocole de Kyoto](#), John Ashe, a souligné pour sa part qu'il faudrait d'urgence progresser la semaine prochaine et faire des propositions bien plus ambitieuses.

Jeudi, le Secrétaire général Ban Ki-moon a rappelé en Suède la nécessité d'arriver à un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre à la Conférence de Copenhague (Danemark) sur les

changements climatiques en décembre. « Nous devons conclure un accord à Copenhague pour l'avenir de l'humanité et pour l'avenir de la planète Terre », a-t-il dit. Il a souligné que le rôle de l'Union européenne serait crucial dans ces négociations pour encourager des pays réticents à prendre les décisions qui s'imposent.

A Bangkok, poursuite des négociations sur le climat

Communiqué de l'ONU, 28 septembre 2009

Les négociations en vue d'un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre à Copenhague ont repris lundi, à Bangkok cette fois, avec l'espoir que le récent sommet des chefs d'Etat de New York sur le climat ait donné un nouvel élan aux discussions.

La réunion qui se tient du 28 septembre au 9 octobre accueillera 4.000 participants, dont des représentants de 177 pays, du monde des affaires et de l'industrie, des organisations environnementales et des institutions de recherche, selon un communiqué.

« J'espère que la volonté politique et la vision exprimée par tous les dirigeants à New York vous guidera, en tant que négociateurs, sur la voie de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009 », a déclaré le Premier ministre thaïlandais Abhisit Vejjajiva à l'ouverture de la réunion.

« Il n'y a pas de plan B. Si l'on ne réalise pas le plan A, on passe directement au plan F : l'échec », a-t-il affirmé.

De son côté, Noeleen Heyzer, secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), a souligné que les pays de cette région auraient besoin d'aide pour s'adapter aux changements climatiques.

Elle a rappelé qu'à New York la Chine avait promis de réduire ses émissions de carbone « d'une marge importante d'ici à 2020 », que le Japon a décidé de réduire les siennes de 25% d'ici à 2020 par rapport aux niveaux de 1990 et que l'Union européenne entend réduire les siennes de 30% d'ici à 2020 si d'autres pays font de même.

Cette réunion sera suivie d'une dernière ligne droite avant Copenhague, lors de cinq jours supplémentaires de négociations à Barcelone, au mois de novembre.

Près de 100 chefs d'Etats à l'ONU pour un sommet sur le changement climatique

Communiqué de l'ONU, 22 septembre 2009

Près de 100 chefs d'Etat et de gouvernement réunis au siège des Nations Unies à New York pour un sommet convoqué par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, sur les changements climatiques se sont engagés mardi à poursuivre leurs efforts pour arriver à un accord ambitieux sur la réduction des gaz à effet de serre à la Conférence de Copenhague en décembre.

« Vous avez promis de rester engagés jusqu'à ce qu'un accord soit conclu à Copenhague et vous avez convenu de donner des instructions à vos négociateurs afin qu'ils travaillent à un accord ambitieux, efficace et équitable », a résumé le Secrétaire général en clôture du sommet.

« Vos paroles ont été entendues dans le monde entier. Il faut maintenant passer à l'action. Il reste peu de temps. La responsabilité et l'opportunité d'éviter des changements climatiques catastrophiques reposent désormais entre vos mains », a conclu Ban Ki-moon. Il a transmis le texte de sa déclaration de clôture à des enfants, en symbole de transmission des engagements des chefs d'Etat à la jeune génération.

Le sommet s'est achevé par la projection d'un film d'une minute : la première vue de la terre depuis la Lune en 1969 et un 'coucher de terre' depuis la Lune deux décennies plus tard.

« J'ai constaté que certains des éléments qui avaient manqué ces derniers mois étaient de retour », a dit Ban Ki-moon lors d'une conférence de presse à l'issue du Sommet, évoquant notamment un sens de l'urgence de la situation. « Nous sommes sur la bonne voie », a-t-il estimé.

Il s'est félicité d'avoir entendu un consensus sur les mesures à suivre, notamment la réduction des émissions, un ensemble de mesures d'adaptation et un financement pour les pays les plus pauvres. « Nous avons avancé », a-t-il déclaré, même s'il a noté que la journée avait donné l'occasion aux Etats de faire des propositions séparées, ce qui est différent d'un accord global.

L'objectif de la réunion était de faire en sorte que « les leaders puissent mobiliser l'élan politique nécessaire pour accélérer les négociations et offrir des solutions plus ambitieuses », avait déclaré lundi Ban Ki-moon à la veille du sommet.

Cette réunion de haut niveau s'est déroulée à moins de 80 jours du début de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague (Danemark) en décembre 2009, où les Etats Membres doivent achever les négociations sur un nouveau traité fixant une réduction des émissions des gaz à effet de serre et destiné à remplacer le Protocole de Kyoto qui arrive à expiration en 2012.

Le traité doit non seulement prévoir des réductions ambitieuses des émissions de carbone et autres gaz à effet de serre mais aussi des mesures d'adaptation pour les pays en développement, y compris un transfert des technologies permettant de produire de l'énergie de façon « propre ».

« Echouer à aboutir à un large accord à Copenhague serait moralement inexcusable, de courte vue d'un point de vue économique et politiquement peu judicieux », a martelé mardi le Secrétaire général à l'ouverture de ce sommet.

Lundi, s'adressant à l'Alliance des petits Etats insulaires en développement réunie à New York, Ban Ki-moon avait souligné que tout accord obtenu dans la capitale du Danemark devrait être « équitable, efficace et exhaustif » - le sommet de mardi devant offrir aux leaders nationaux une occasion de dépasser la méfiance qui les sépare.

Le sommet a été ouvert par l'acteur Djimon Hounsou qui a récité un passage de « Pâle point bleu », un ouvrage du défunt astronome Carl Sagan, suivi d'un film écrit et raconté par des enfants du monde entier.

Parmi les nombreux orateurs, le président des Etats-Unis Barack Obama, le président de la Chine Hu Jintao et le président français Nicolas Sarkozy sont montés à la tribune.

« Après de trop nombreuses années d'inaction et de déni, nous assistons finalement à une large reconnaissance de l'urgence de la situation. Nous savons que l'avenir de notre planète dépend d'un engagement mondial à réduire de façon permanente la pollution des gaz à effet de serre », a dit Barack Obama, dont c'était la première visite à l'ONU.

Il a indiqué que les Etats-Unis avaient lancé un investissement très important dans les énergies renouvelables visant à doubler en trois ans les capacités en matière d'énergie éolienne et d'autres sources d'énergie renouvelables.

M. Obama a dit avoir aussi proposé le premier programme aux Etats-Unis destiné à accroître les économies de carburant et réduire la pollution de toutes les nouvelles voitures et camions. Enfin, pour la première fois les Etats-Unis commenceront à mesurer la pollution des gaz à effet de serre dans tout le pays, a ajouté le président américain.

De son côté, le président chinois Hu Jintao a rappelé que le programme national sur le changement climatique de son pays prévoyait des objectifs obligatoires sur la réduction des émissions des principales

matières polluantes, l'accroissement du couvert forestier et la proportion d'énergie renouvelable.

La Chine prévoit d'accroître les énergies non fossiles pour atteindre 15% de la consommation d'énergie d'ici à 2020, d'accroître les forêts de 40 millions d'hectares et le volume de forêt de 1,3 milliard de mètres cubes d'ici à 2020 par rapport à 2005.

Le Premier ministre du Japon Yukio Hatoyama a annoncé pour sa part que son pays visait à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25% d'ici à 2020.

Le Président de la France Nicolas Sarkozy a estimé qu'il fallait agir maintenant "pour empêcher l'irréversible". "Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, l'enjeu d'une négociation dépasse le sort d'un pays, d'une région, d'un continent. Pour la première fois, nous devons décider de l'avenir de la terre toute entière », a-t-il dit.

« Nous savons que le réchauffement climatique est déjà une réalité. Nous savons qu'il s'accélère. Nous savons que si nous ne sommes pas capables de le limiter à 2 degrés, nos enfants, nos petits-enfants seront confrontés à une catastrophe échappant à tout contrôle", a-t-il ajouté. « Dans 87 jours, nous saurons si nous avons réussi, ou si nous avons failli à nos devoirs de responsables politiques".

Selon lui, il y a quatre principes qui permettront de réussir à la Conférence de Copenhague, citant notamment une réduction de 50% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050 par rapport à 1990 et une réduction de 80% pour les pays développés.

Le président français a estimé que d'une façon ou d'une autre il faudrait payer pour les plus pauvres : les pays d'Afrique et les petits Etats insulaires, et il a appelé à une taxe carbone universelle.

Prenant la parole au nom des petits Etats insulaires, le président de la République des Maldives Mohamed Nasheed, a dénoncé les promesses non tenues. Il a rappelé que son pays et ceux de son groupe étaient présentés depuis des années dans les sommets et conférences sur le changement climatique comme des témoins des dangers du réchauffement de la planète mais qu'aucune conséquence n'était jamais tirée des avertissements lancés.

« Nous continuerons de jouer notre rôle de canari dans la mine » mais aussi « de montrer le chemin vers la sortie », a-t-il dit.

Il a annoncé que, sans attendre le résultat de la Conférence de Copenhague, son pays avait l'intention d'avoir des émissions de carbone neutres d'ici à 2020. Les Maldives auront néanmoins besoin d'une assistance extérieure pour y parvenir, a-t-il ajouté.

En marge du sommet s'est tenu également un déjeuner du Forum des dirigeants sur les changements climatiques, au cours duquel l'ex-Vice président américain et Prix Nobel de la paix Al Gore a pris la parole.

Il s'agit de la première fois qu'autant de dirigeants politiques, du monde des affaires et de la société civile sont réunis à un tel niveau à l'ONU sur la question des changements climatiques.

Une semaine centrée sur les changements climatiques

Communiqué de l'ONU, 21 septembre 2009

Le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a lancé lundi la Semaine du Climat NY°C, la première d'une série de réunions de grande envergure sur les changements climatiques organisées à New York et à l'ONU.

« Nous avons besoin de vos voix, qui doivent être entendues par tous nos leaders et nos négociateurs », a

dit le Secrétaire général à l'ouverture d'une initiative de la Ville de New York, à la Bibliothèque publique de New York [New York Public Librarie].

« J'espère qu'elles résonneront jusqu'à la Première avenue [c'est-à-dire au siège de l'ONU] où, demain, j'organise le plus grand sommet sur le changement climatique de l'histoire », a déclaré Ban Ki-moon.

« L'objectif du sommet de demain est de permettre aux leaders de mobiliser l'élan politique qui permettra d'accélérer le rythme des négociations et de renforcer l'ambition des propositions », a expliqué le Secrétaire général.

« Un accord sur le climat ne fera pas que sauvegarder l'environnement. Il permettra aussi d'orienter de façon fondamentale notre monde sur la trajectoire d'une économie plus verte », a-t-il ajouté.

Le sommet marquera la toute première visite au débat général de l'Assemblée générale d'un président de la Chine et la première visite du président américain et du Premier ministre japonais en exercice.

Parmi les chefs d'Etat présents au sommet sur le climat de mardi on compte le président des Etats-Unis Barack Obama, le président de la République des Maldives Mohamed Nasheed, le président de la République populaire de Chine Hu Jintao, le Premier ministre du Japon Yukio Hatoyama, le président du Rwanda Paul Kagame, le Premier ministre de la Suède Fredrik Reinfeldt, le président du Costa Rica Oscar Arias Sanchez et le président de la France Nicolas Sarkozy.

Près de 100 dirigeants mondiaux ont accepté l'invitation du Secrétaire général.

Bien que le sommet ne soit pas une session de négociation en vue de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009, il devra permettre de trouver un accord commun pour parvenir à un traité final à Copenhague.

Seront aussi présents au sommet le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (IPCC) Rajendra Pachauri et Wangari Maathai prix Nobel reconnue pour son action pour faire planter des milliards d'arbres.

L'ONU compensera les émissions de carbone générées par le Sommet en achetant des crédits d'émission du Mécanisme de développement propre. Les fonds iront à des investissements dans une région semi-aride du district de Kolar, dans l'Etat de Karnataka, en Inde, pour réduire la déforestation et fournir de l'énergie propre pour la cuisson des aliments.

Climat : le secrétaire général de l'ONU réclame un engagement des Etats à l'approche de Copenhague

Communiqué de l'ONU, 17 septembre 2009

Au sommet sur le changement climatique convoqué le 22 septembre à New York, les Etats Membres devront s'engager publiquement à parvenir à un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre à Copenhague en décembre, a déclaré jeudi le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

« Nous voulons que les dirigeants mondiaux montrent qu'ils comprennent la gravité des risques liés au climat ainsi que les avantages qu'il y a à agir tout de suite. Nous voulons qu'ils s'engagent publiquement à conclure un accord à la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009 », a déclaré M. Ban lors d'une conférence de presse à New York.

Le sommet du 22 septembre sera la réunion rassemblant le plus grand nombre de chefs d'Etat et de gouvernement jamais convoquée sur la question du changement climatique, a souligné le Secrétaire général.

Il s'est dit à nouveau préoccupé par le chemin qu'il reste à accomplir alors qu'il ne reste que 81 jours avant Copenhague, dont 15 jours de négociations seulement.

« Nous voulons que les chefs d'Etats donnent à leurs équipes des ordres visant à accélérer le processus en vue de parvenir à un accord mondial sur le climat qui soit équitable, efficace et ambitieux d'un point de vue scientifique », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a souligné à quel point la question du changement climatique – un défi majeur de notre temps – s'inscrivait dans la nécessité d'un nouveau multilatéralisme.

Par ailleurs, mercredi, les principaux investisseurs mondiaux réunis à New York ont lancé un appel commun à lutter contre le réchauffement climatique, a annoncé le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

L'appel a été lancé par 181 investisseurs gérant plus de 13.000 milliards de dollars réunis à un Forum sur le changement climatique, en présence de l'économiste britannique Lord Nicholas Stern – auteur d'un rapport notable sur la question.

« Si l'on ne fait rien pour le combattre, le changement climatique pose une menace à l'économie mondiale. Mais l'édification d'une économie à faible émission de carbone ouvre des opportunités d'investissement dans les nouvelles technologies qui promettent de transformer notre société de la même manière que l'introduction de l'électricité ou du chemin de fer par le passé », a souligné Nicholas Stern.

L'appel réclame la réduction mondiale des émissions de carbone de 50 à 85% d'ici à 2050 (par rapport au niveau de 1990), la réduction des émissions pour les pays développés de 80 à 95% d'ici à 2050, avec des cibles à moyen terme de 25 à 40% d'ici à 2020.

Il exige aussi des plans d'action de la part des pays en développement, un soutien gouvernemental pour les technologies à faible émission de carbone ainsi que des mesures pour réduire la déforestation et replanter, et soutenir l'adaptation aux impacts inévitables du changement climatique.

Des progrès limités lors des négociations de Bonn sur le changement climatique

Communiqué de l'ONU, 14 août 2009

Les dernières négociations qui se sont déroulées cette semaine à Bonn pour préparer un texte ambitieux prévoyant une réduction des émissions de gaz à effet de serre et un transfert de technologie verte aux pays en développement n'ont fait que peu de progrès, a regretté vendredi le chef de la Convention de l'ONU sur le climat.

« Des progrès limités ont été accomplis à cette réunion, même si les gouvernements se sont attelés à quelques points pratiques dans les domaines de l'adaptation, de la technologie et du renforcement des capacités » a déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

« Donc, avec 15 jours de négociations seulement avant la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009, les négociations devront être considérablement accélérées si l'on veut obtenir un résultat », a-t-il ajouté.

Selon lui, « les pays industrialisés doivent se montrer plus ambitieux dans l'adoption de cibles de réduction des émissions à moyen terme significatives ». « Il faut aussi clarifier le financement et l'aide technologique que les pays industrialisés sont prêts à fournir pour aider les pays en développement à rendre leur croissance économique plus verte et à s'adapter aux effets des changements climatiques », a-t-il insisté.

« Dans le contexte du G8 et du Forum des puissances économiques [sur l'énergie et le climat lancé par le président américain Obama], j'observe un groupe de pays qui envisagent de prendre des mesures qui leur permettraient de profiter du succès des technologies propres. La question est de savoir comment tous les pays peuvent en profiter », a dit Yvo de Boer, qui a dit craindre que les pays en développement ne soient laissés à l'écart sans accès à la technologie ou au financement.

Les prochaines négociations se tiendront le 28 septembre à Bangkok (Thaïlande) pour une session de deux semaines. Les délégués se rassembleront aussi à Barcelone (Espagne) le 2 novembre pour cinq jours de négociations.

Avant cela, une opportunité de premier plan sera offerte aux chefs d'Etat et de gouvernement de clarifier leurs politiques au Sommet sur les changements climatiques du 22 septembre à New York, convoqué par le Secrétaire général, qui rassemblera des représentants des 192 Etats Membres parties à l'UNFCCC.

Climat : Un nouveau cycle de négociations à Bonn cherche à aboutir à un texte plus concis

Communiqué de l'ONU, 10 août 2009

Un nouveau cycle de négociations d'un texte qui servira de déclaration finale pour la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague de décembre 2009 s'est ouvert lundi à Bonn (Allemagne) pour quatre jours.

« Il n'y a plus de temps à perdre. Le défi de cette session est de réduire le texte et nous avons énormément de travail à faire », a déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

« Le texte est rempli de crochets. Il est préoccupant que nous ayons tant à faire alors qu'il reste si peu de temps », a-t-il souligné.

A une semaine de ces réunions, Yvo de Boer avait estimé que les Etats membres étaient « à un tournant excitant des négociations qui pourraient conduire à un moment décisif dans la lutte contre les changements climatiques à Copenhague ». Il avait rappelé que la dernière session de négociations au mois de juin avait enrichi et approfondi le texte et que cette fois il faudrait le simplifier et le raccourcir.

De son côté, le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a rappelé lors d'une conférence devant la Fédération mondiale des associations des Nations unies, à Seoul (Corée du Sud), qu'il restait « moins de 10 ans pour interrompre l'accroissement des gaz à effet de serre si l'on veut éviter des conséquences catastrophiques pour la population et la planète », indique un communiqué du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Le Secrétaire général a souligné qu'il attendait près de 100 chefs d'Etat et de gouvernement lors d'un sommet des Nations unies sur le changement climatique convoqué pour le 22 septembre à New York.